



Vous le savez déjà toutes et tous, le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Dordogne, Monsieur Gérard POGGIOLI, a décidé de fermer les portes de la trésorerie de Mussidan au 31 décembre prochain. Il en a fait l'annonce, juste avant l'été, à un moment où l'organisation d'une lutte contre ce type de décision est particulièrement délicate à mener en raison des congés, et donc des absences de toutes les parties concernées.

Cette fermeture, si elle était effective, et nous devons tout faire pour qu'elle ne le devienne pas, serait le reniement de la parole donnée par l'un de ses prédécesseurs lors de la fermeture de la trésorerie de Villamblard, il y a de cela moins de dix ans. En effet, à l'époque, le Trésorier Payeur Général s'était engagé envers ses agents et les élus locaux, et donc envers la population de ce bassin de vie, à pérenniser la trésorerie de Mussidan en contrepartie de la disparition de celle de Villamblard. Le directeur départemental des finances publiques de la Dordogne fait aujourd'hui sienne la célèbre formule , : « les promesses n'engagent que ceux qui les croient ».

Nous pouvons ainsi déduire deux conséquences de cette formule :

- 1 - elle corrobore l'idée que les décideurs, les responsables peuvent s'engager sur tout et n'importe quoi, il ne se sentent absolument pas liés par leurs engagements, ce qui est désastreux et dangereux en matière d'adhésion aux principes démocratiques ;
- 2 – les « victimes » de ces « trahisons », les populations, les usagers, les travailleurs, n'ont guère d'autres choix que celui de prendre leur destin en main et de faire entendre leur voix, de toutes les manières possibles. Il s'agit d'arrêter de déléguer sa souveraineté à des personnes qui n'ont cure de l'avis des citoyens.

C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Il est inconcevable qu'après avoir fait fermer une trésorerie sur deux ces dernières années, notre directeur amorce à nouveau ce type de politique de désengagement de l'État dans les territoires ruraux.

Mais enfin, ont-ils conscience un instant des conséquences pour la population locale et les agents travaillant à la trésorerie, de la fermeture d'un service public de proximité tel que celui-ci ? La trésorerie de Mussidan a pour mission de gérer les budgets des collectivités locales. Son responsable, de part sa mission d'expertise, tient un rôle de conseil en matière budgétaire. Les élus peuvent le consulter à cet égard. Et afin d'éviter d'éventuels abus dans la gestion des deniers publics, la trésorerie contrôle l'exécution des dépenses des collectivités. Elle garantit ainsi que votre argent sert bien à la politique et aux actions décidées dans le cadre des conseils municipaux ou communautaires, et n'est pas détournée à d'autres fins. Mais ses missions ne s'arrêtent pas là. Elle reçoit diverses recettes de la part de ces mêmes collectivités, parfois en numéraire (cantines, loyers, stationnements, etc...). Elle délivre des aides, là aussi en numéraire, à des personnes dans le besoin, en très grande difficulté économique et sociale. Enfin, chacun peut s'y rendre pour y régler ses impôts sur le revenu, sa taxe d'habitation, foncière, ou autres...

L'automatisation, la numérisation peut-elle répondre à tous ses besoins ? Bien évidemment : non. A ce sujet, une récente étude du Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie (le CREDOC) vient de démontrer combien il était nécessaire de faire perdurer des services publics de proximité, notamment en milieu rural. Les premières victimes des politiques d'austérité sont ces populations des zones rurales. Si Mussidan se situe sur un axe relativement urbanisé, en pleine Vallée de l'Isle, il n'en demeure pas moins que nombre des communes de son canton et de celui de Villamblard restent, pour une très grande majorité d'entre elles, éloignées des centres de décisions.

Que dire à un habitant de Montagnac la Crempse ou de Douville, en détresse sociale, bénéficiaire d'une aide en numéraire qui ne peut lui être octroyé qu'à la trésorerie, que désormais, il devra se rendre à Ribérac !! C'est encore l'enfoncer dans la misère.

Quelles conséquences pour des communes comme Campsegret ou Beleymas qui portent aujourd'hui le produit des loyers de logements ou de leur cantine scolaire à la trésorerie de Mussidan, et qui dorénavant, devront se rendre à Ribérac ? Ce sont des coûts supplémentaires pour les collectivités et un agent communal qui passera une demie journée à cette tâche au lieu d'une heure et demi aujourd'hui. Le désengagement de l'État se fait sur le dos de ses propres citoyens. Enfermé dans une politique d'austérité qui vise à couper les vivres aux services publics dont les citoyens ont plus que jamais besoin, elle étrangle encore un peu plus les territoires auxquels elle demande un effort supplémentaire par ailleurs. C'est ce cercle vicieux engagé depuis maintenant trop longtemps qui doit cesser sans conditions. Ce processus s'arrêtera quand ? Lorsque toute vie en zone rurale aura définitivement été chassée ? Car il ne faut pas être dupe aujourd'hui c'est MUSSIDAN mais d'autres trésoreries sont déjà ciblées : BELVES, SAUSSIGNAC, BRANTOME, THIVIERS.

Mesdames, messieurs, habitantes et habitants du mussidanais, au fronton de la plupart des édifices publics, nous pouvons lire la devise de notre nation : « Liberté – Egalité - Fraternité ». Or, le recul des investissements publics, la fermeture des services publics, quels qu'ils soient (gendarmerie, trésorerie, école, collège, hôpital...), est synonyme de recul de ces valeurs. L'implantation des services publics dans un territoire est structurante pour l'aménagement de ce territoire, son attractivité, sa vitalité économique.

Quel avenir en territoire rural pour les jeunes, et donc pour le reste de la population, lorsque le système les contraint à partir s'installer dans les grands centres urbains, c'est la liberté qui n'est plus respectée.

Quand les citoyens de ces grands centres peuvent bénéficier aisément de services publics au moment où les populations rurales se voient amputées de ces derniers, c'est l'égalité qui est mise à mal.

Quand l'État oriente sa politique de telle manière que les petites collectivités ne peuvent plus faire face à leurs dépenses, et que les systèmes de péréquation sont remis en cause, c'est la solidarité qui est foulée au pied.

Les agents des Finances Publiques de la Dordogne, celles et ceux de la trésorerie de Mussidan, par l'intermédiaire de leurs représentants syndicaux CGT, Solidaires et Force Ouvrière, les élus locaux du canton vous invitent à venir massivement signer la pétition demandant l'abandon du projet de fermeture de la trésorerie. Elle est disponible à notre stand, dans toutes les mairies des communes du canton de Mussidan (celui de Villamblard aussi ???), ainsi qu'à la trésorerie, place Victor Hugo.

Merci à toutes et à tous de votre soutien.

